

Questions orales

J'ai déjà donné à un autre député qui interrogeait le gouvernement une réponse complète et je vais examiner attentivement la transcription et faire un rapport à la Chambre. Mais je pense qu'il est important de s'inscrire activement en faux contre des déclarations comme celle du député.

En ce qui concerne l'élément numéro deux de la question, je dis tout simplement au député ce que le gouvernement libéral, dirigé par l'honorable Robert Bourassa, a dit encore hier et avant-hier, savoir que le Traité de libre-échange aurait des effets profondément bénéfiques pour le Québec et le Canada et qu'il souhaitait que tout le monde, en commençant par les dirigeants sensés, puisse appuyer le Québec dans cette démarche.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT PRIERA M. REISMAN DE PRÉSENTER DES EXCUSES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, le premier ministre—je ne sais trop s'il se comprend lui-même—vient de dire que ce que je dis est faux, mais il a répondu qu'il va lire le texte car il ne sait pas ce que M. Reisman a dit. Alors, je pense que c'est pas mal confus dans votre affaire. Mais à partir des textes que vous lirez et lorsque vous apprendrez ce que M. Reisman a dit, de la façon qu'il traite ceux qui ne pensent pas comme lui, lorsque vous découvrirez qu'il a dit deux fois ce que vous ne savez pas ce qu'il a dit, alors que vous pensez que ce que je dis n'est pas correct, mais lorsque vous découvrirez que ce qu'il a dit n'est pas correct pour les Canadiens, est-ce que vous lui demanderez de s'excuser auprès de tous les Canadiens et de tous les Québécois qui ne pensent pas comme lui, et de reconnaître que les gens au Canada qui défendent les intérêts pour protéger les emplois sont des gens aussi canadiens que M. Reisman?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est vrai que je n'ai pas lu la transcription. Mais je sais fort bien que M. Reisman n'a pas dit que ceux qui ne pensent pas comme lui sont des menteurs et des nazis.

Alors, je demande au député, soit de produire une transcription qui dit que M. Reisman a livré cette phrase exacte ou de s'excuser auprès de tous les députés de la Chambre et à l'ambassadeur Reisman pour avoir non seulement induit la Chambre en erreur, mais pour avoir colporté un mensonge à l'égard d'un serviteur public.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

LES FONDS DESTINÉS À LA CRÉATION D'EMPLOIS—LA RÉAFFECTATION

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. J'ai en main des notes préparées pour le caucus national et pour le caucus du Québec des progressistes conservateurs où l'on annonce aux députés conservateurs une réaffectation des fonds destinés à la création d'emplois qu'on n'a évidemment pas annoncée à tous les députés.

Ma question pour le premier ministre est simple. Est-ce un autre exemple du favoritisme conservateur qui précède les élections?

M. Mulroney: Avez-vous obtenu ces renseignements de Toupin?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, j'ignore où le député a obtenu les documents dont il a parlé. Cependant, s'il y a quelque chose à annoncer concernant la planification de l'emploi ou les programmes d'emploi, nous l'annoncerons de la manière habituelle.

LA POSSIBILITÉ D'ÉLECTIONS PROCHAINES

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ces notes ne sont pas prévues pour un exposé à la Chambre des communes ou un discours au grand public. Elles sont destinées à une réunion du caucus québécois et du caucus national du parti conservateur. Nous avons des chiffres.

Faut-il nous attendre à des élections prochaines? Est-ce une réédition du programme spécial de transition que le gouvernement libéral a proposé en 1984 et qui créait deux classes de chômeurs? Est-ce une nouvelle caisse noire que les conservateurs veulent créer?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, le député souhaiterait certainement recevoir des notes au sujet de son propre caucus québécois. Malheureusement, ce caucus est disparu la semaine dernière, je crois. Le député ne devrait pas être aussi jaloux.

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Français]

RADIO-CANADA

LA TÉLÉDIFFUSION EN FRANÇAIS, HORS QUÉBEC, DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE CALGARY—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Près d'un million de francophones de l'extérieur du Québec seront privés de leur droit au reportage télévisé des Jeux olympiques d'hiver de Calgary. Pourtant, ces mêmes Canadiens et Canadiennes devront payer leur part des 200 millions de dollars consentis par le gouvernement fédéral pour le financement des Jeux.

Est-ce que le premier ministre peut nous expliquer comment il entend maintenir l'équité, l'identité culturelle de ce pays, alors qu'on a une preuve scandaleuse de discrimination envers près d'un million de Canadiens? Comment ce gouvernement peut-il agir de façon aussi déloyale après les promesses qu'il a faites lors de l'Accord constitutionnel?